



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC**

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
RELATIVE A UNE DEMANDE DE CREATION D'UNE DECHETTERIE**

**COMMUNAUTE URBAINE DE CAEN LA MER – COLOMBELLES**

**Communes concernées :**

**COLOMBELLES  
GIBERVILLE  
MONDEVILLE**

Par arrêté préfectoral en date du 14 février 2022, il a été prescrit, conformément aux dispositions de l'article R 512-46-1 et suivants du code de l'environnement, une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la communauté urbaine de Caen la Mer, située 16 rue Rosa Parks – 14027 CAEN Cedex 9, représentée par M. Joël BRUNEAU, président, relative à une demande de création d'une déchetterie sur le territoire de la commune de COLOMBELLES, rue de la Liberté.

Les informations relatives à cette procédure peuvent être demandées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, Unité bidépartementale Calvados Manche (1 rue Recteur Daure – 14006 CAEN Cedex 1).

Cette consultation du public se déroulera du lundi 21 mars 2022 au lundi 18 avril 2022 inclus, en mairie de COLOMBELLES où le dossier est consultable pendant les jours et heures d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 00. Il est également consultable sur le site internet de la préfecture du calvados.

Le public pourra formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de COLOMBELLES, ou les adresser au préfet par courrier (Bureau de l'environnement et de l'aménagement – rue Daniel Huet - 14038 CAEN cedex 09) ou par voie électronique (pref-enregistrement@calvados.gouv.fr) avant la fin du délai de consultation du public.

A l'issue de l'instruction, le préfet du Calvados, autorité compétente pour statuer sur la demande, rendra sa décision par arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au III de l'article L 512-7 du code de l'environnement, ou par arrêté préfectoral de refus.

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

